



Chères et chers collègues,

Le SNU-Pôle emploi FSU, 3ème organisation syndicale de notre établissement, a décidé de s'adresser à vous par le biais d'une lettre ouverte, car la situation que nous connaissons n'a jamais fait l'objet d'une telle gravité et cela à plusieurs titres. Tout d'abord, la situation du chômage au regard des statistiques mensuelles d'août 2017 laisse apparaître une situation préoccupante et durable inédite. Parmi les éléments marquants, le SNU constate une augmentation significative du chômage :

**Toutes les catégories de demandeurs d'emploi sont touchées : les moins de 25 ans, qui avaient bénéficié des effets d'une timide reprise en début d'année voient leur taux de chômage augmenter de plus de 2,57 % en juillet ; les femmes, dont l'évolution annuelle du taux progresse 3 fois plus vite que celui des hommes ; plus inquiétante encore est la situation des seniors dont le taux de chômage augmente de 6,32 % en année glissante. Enfin l'explosion de la précarité se vérifie de mois en mois avec + de 2 millions de demandeurs d'emploi qui travaillent par intermittence (catégories B et C) et plus particulièrement pour les catégories C (+ 78h de travail par mois) dont le taux évolue de près de 12 % en année glissante.**

Ensuite, les projets du gouvernement nous inquiètent. Alors que, depuis quelques années déjà, nous appelons les différents gouvernements à renforcer les moyens de Pôle emploi sans être réellement entendus, il semble cette fois-ci que nous soyons face à un pouvoir dont l'intention est de réduire non seulement les moyens, mais aussi le périmètre et les missions de Pôle emploi.

Les moyens de notre Etablissement public administratif reposent sur trois sources de financement :

- 1 - l'Etat via le Ministère du Travail,
- 2 - l'UNEDIC via une contribution versée à Pôle emploi correspondant à 10% minimum des cotisations sociales patronales et salariales versées à l'organisme,
- 3 - des contributions via le Fond Social Européen dédiées à des publics spécifiques (Jeunes, Seniors...).

Ces sommes servent majoritairement à financer les services délivrés aux demandeurs d'emploi et en partie contribuent au fonctionnement de notre Institution dont notamment l'immobilier, les salaires, la protection sociale collective des agent-e-s...

Depuis la crise financière de 2008 en France et en Europe, les contributions de nos financeurs restent quasi stables. Pourtant nos charges de travail n'ont jamais connu de diminution, bien au contraire, et les plans de politiques publiques que nous mettons en œuvre n'ont jamais connu d'interruption, et nous avons fait face !

Pour faire face à la montée continue du chômage (+ 80 % entre 2008 et 2017), nos Directions n'ont eu de cesse en interne de réduire les moyens mis à disposition des demandeurs d'emploi, de compresser les organisations du travail, et installer un management et une politique managériale basée sur la réduction des coûts à tous les étages et l'évaluation permanente notamment.

Aucun service, aucun métier, aucun agent n'a été épargné par l'âpreté de cette politique : fonctions supports (DR, DT, DTD, Pôles appui), réseau ( A2S, CTP, PFV, Cadres, International, Liberté emploi...).

Pour rappel, le DG a confirmé hier aux organisations syndicales la suppression de 297 postes dès l'année prochaine et l'économie de 4 milliards d'euros d'ici 5 ans !

**Aucun des 55000 agents, quel que soit notre métier, quelle que soit notre catégorie socioprofessionnelle, quel que soit notre statut n'est de trop !**

**C'est pourquoi le SNU, avec CGC-CGT-CLL-FO-SNU-SUD-UNSA vous appelle à la grève et à la manifestation pour la défense des services publics le 10 octobre prochain.**

**Le syndicat qui a du mordant !**

